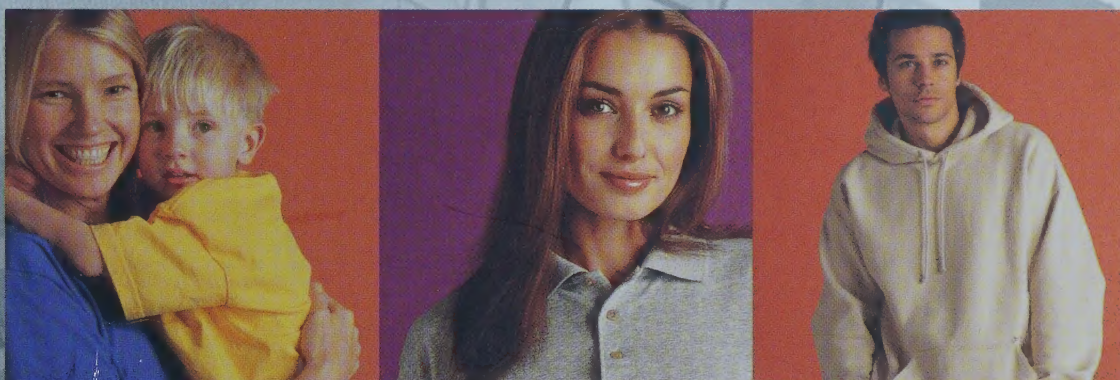


RAPPORT ANNUEL 2000

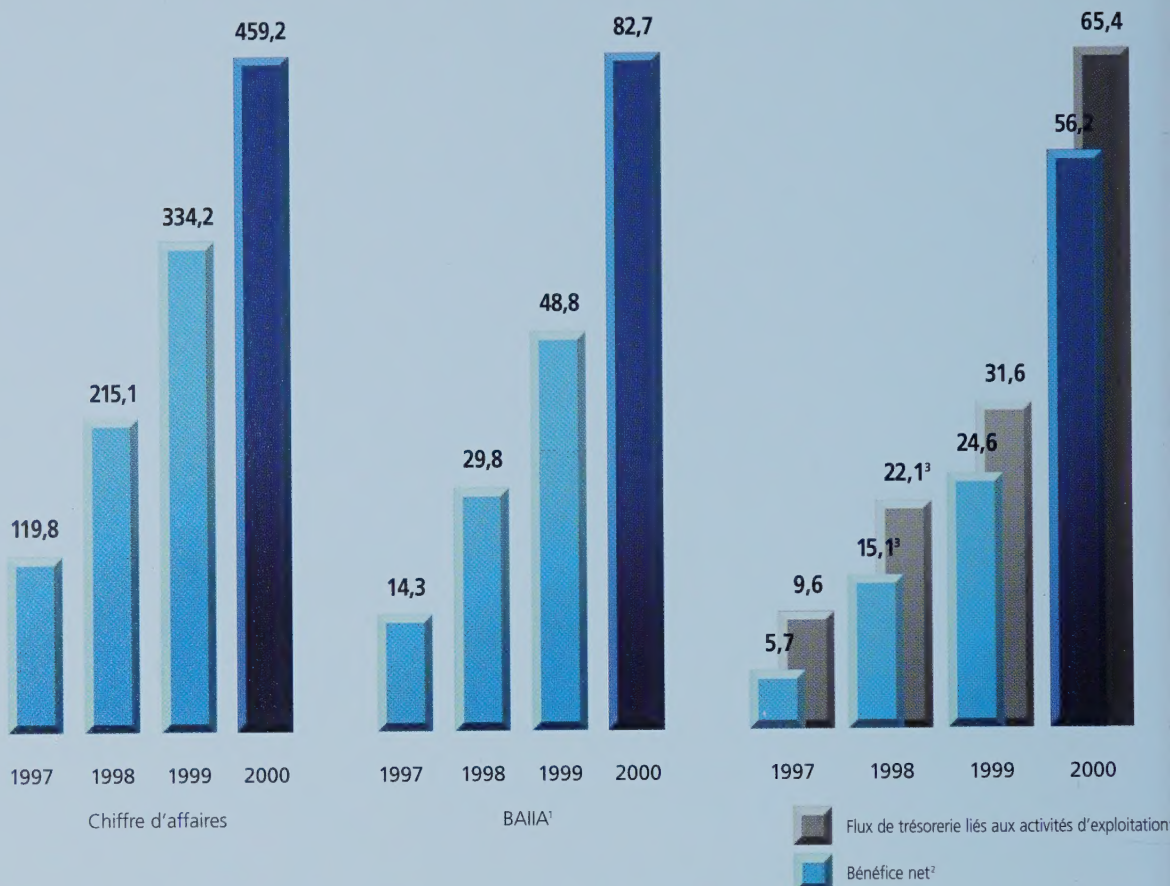


www.gildan.com



FAITS SAILLANTS FINANCIERS

(Tous les montants sont en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire.)



En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action et les ratios

États consolidés des résultats

	Exercice terminé le 1 ^{er} octobre 2 0 0 0	Exercice terminé le 3 octobre 1 9 9 9	Exercice terminé le 4 octobre 1 9 9 8
Chiffre d'affaires	459 208 \$	334 150 \$	215 076 \$
BAIIA¹	82 708	48 806	29 782
Bénéfice net²	56 223	24 608	15 113³
Bénéfice par action (dilué)²	3,84	2,03	1,47³
Flux de trésorerie			
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation⁴	65 378	31 578	22 051³
Variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement	(23 477)	(77 487)	(37 362)
Dépenses en immobilisations	(46 737)	(25 267)	(20 005)
Situation financière			
Actif net⁵	330 141	228 823	116 903
Endettement net⁶	94 448	85 158	60 545
Avoir des actionnaires	197 051	140 655	53 330
Endettement net/total des capitaux investis	32,4 %	37,7 %	53,2 %
Ratios financiers			
Marge du BAIIA	18,0 %	14,6 %	13,8 %
Couverture des intérêts par le BAIIA	8,1 x	4,9 x	5,9 x
Rendement du BAIIA sur l'actif net moyen	29,8 %	25,3 %	33,8 %
Marge du bénéfice net²	12,2 %	7,4 %	7,0 %³
Rendement du bénéfice net sur l'avoir des actionnaires moyen²	34,3 %	28,5 %	30,0 %³

¹ Bénéfice avant les intérêts, les impôts, l'amortissement et les frais pour remboursement anticipé de dette.

² Avant les frais pour remboursement anticipé de dette chaque année.

³ Pro forma, en tenant compte du premier appel public à l'épargne réalisé en juin 1998, comme si la clôture de l'opération avait eu lieu le premier jour de l'exercice 1998, ce qui aurait donné lieu à une baisse des intérêts débiteurs de 1,4 million de dollars après impôts.

⁴ Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation avant la variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement et les frais pour remboursement anticipé de dette.

⁵ Total de l'actif moins les créiteurs, les charges à payer et les impôts sur les bénéfices à payer.

⁶ Total de la dette à long terme et de la dette bancaire moins les espèces et quasi-espèces.

NOTRE ENGAGEMENT : DEVENIR LE FABRICANT DE VÊTEMENTS DE SPORT DE PREMIÈRE QUALITÉ AUX COÛTS LES PLUS BAS

Les Vêtements de Sport Gildan inc. est une société en pleine croissance du secteur de la confection et de la commercialisation de vêtements de sport de qualité. Son marché est celui de la distribution de vêtements en gros au Canada, aux États-Unis, en Europe et ailleurs dans le monde.

Parmi les gammes de produits portant la marque Gildan^{MD} figurent des T-shirts, des polos de golf et des chandails en coton ouaté 100 % coton et 50 % coton/50 % polyester, offerts dans une variété d'épaisseurs, de tailles, de couleurs et de styles. La Société vend ses produits sans motif : ils sont par la suite généralement ornés de motifs et de logos avant d'être revendus aux consommateurs.

Les Vêtements de Sport Gildan est une société à intégration verticale, dont les activités de tricot, de teinture, de finition, de coupe et de couture s'effectuent dans des endroits aussi stratégiques qu'économiques. Elle cherche à constamment renforcer sa position à titre de fabricant de vêtements de sport de qualité supérieure dont les coûts d'exploitation sont les plus bas de l'industrie.

NOTRE MISSION

Les Vêtements de Sport Gildan vise à devenir le fabricant de vêtements de sport de base aux coûts les plus bas et le chef de file des fournisseurs de pareils vêtements aux réseaux de distribution en gros de l'Amérique du Nord et des autres continents.

Pour atteindre cet objectif, la Société compte offrir ce qui se fait de mieux sur le plan de la qualité, du service et du prix, à ses clients bien sûr, mais également aux consommateurs qui porteront ses vêtements.

NOS VALEURS

Nous avons adopté un certain nombre d'objectifs et de principes qui nous guident vers la réalisation de nos objectifs et qui fournissent des orientations claires aux membres de la direction et du personnel, ainsi qu'aux clients et aux actionnaires de la Société. Il s'agit :

- de renforcer et de protéger la marque Gildan^{MD}, et d'en faire un levier de croissance de la Société;
- de maintenir des prix concurrentiels en réinvestissant sans cesse dans de l'équipement de pointe et en poursuivant nos activités dans des endroits économiquement justifiables;
- de continuer de pratiquer des politiques de planification détaillée et d'exécution rigoureuse dans toutes les facettes de nos activités;
- d'entretenir de solides partenariats avec notre réseau de distributeurs Gildan officiels et de continuer d'offrir aux clients des produits supérieurs – sur le plan de la qualité, du service et de la rentabilité – à ceux de la concurrence;
- d'appliquer une technologie d'avant-garde à toutes les étapes de nos activités de fabrication, de marketing, de distribution et d'administration;
- de poursuivre notre expansion tout en conservant une attitude entrepreneuriale; Dans cette perspective, nous continuerons de simplifier nos procédés de fabrication et de gestion, de décentraliser les activités de gestion afin de conserver une approche étroitement liée à la pratique, et de consolider nos activités dans les zones jugées stratégiques afin de maximiser l'efficacité de nos ressources humaines et matérielles;
- de dégager, pour nos employés aussi bien que pour nos actionnaires, des rendements financiers supérieurs;
- d'adopter comme société ouverte des normes d'excellence en ce qui concerne la régie d'entreprise;
- de maintenir un climat de travail agréable, valorisant et stimulant.



TABLE DES MATIÈRES

Message aux actionnaires **2**

Survol des activités **4**

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation **11**

Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière **14**

Rapport des vérificateurs aux actionnaires **15**

États financiers et notes **16**

Renseignements sur la Société et renseignements à l'intention des investisseurs **30**

MESSAGE AUX

ACTIONNAIRES



NOUS CONTINUONS D'AFFICHER UNE CROISSANCE
EXCEPTIONNELLE AU TITRE DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET
DU BÉNÉFICE; DE PLUS, NOTRE BILAN EST L'UN DES
PLUS SAINS DE L'INDUSTRIE

L'exercice 2000 s'est révélé une période de croissance phénoménale pour Les Vêtements de Sport Gildan^{MD}. En menant à bien le plan dont nous faisons état l'an dernier, nous avons dégagé un chiffre d'affaires exceptionnel et assuré un excellent rendement pour nos actionnaires, grâce aux résultats atteints qui ont été supérieurs aux prévisions initiales pour l'exercice, et ce, tout en prenant les mesures nécessaires pour assurer la croissance soutenue de Gildan dans les années à venir.

Pour garantir la croissance de nos résultats, nous avons axé notre stratégie sur trois grandes initiatives : consolider notre part de marché pour nos gammes de produits actuelles, lancer de nouvelles familles de produits et étendre notre emprise géographique. Au cours de l'exercice 2000, nous avons fait d'excellents progrès sur tous les plans. Ainsi, nous avons accru notre présence, déjà bien établie, dans le créneau des T-shirts 100 % coton du marché de la distribution en gros de vêtements de sport imprimés en Amérique du Nord. Nous avons tiré profit de la notoriété que notre marque a acquise avec cette gamme de produits pour lancer avec succès de nouvelles catégories de produits en Amérique du Nord : des T-shirts 50 % coton/50 % polyester, des polos de golf et, plus récemment, des chandails en coton ouaté 50 % coton/50 % polyester. Ces articles ont été immédiatement bien reçus, et nous avons acquis une bonne part du marché pour l'ensemble de ces nouvelles catégories.

Nous comptons maintenant profiter de toutes les occasions pour utiliser notre marque comme levier de croissance hors de l'Amérique du Nord. Au cours de l'exercice 2000, nous avons jeté les bases de notre croissance future en Europe, où nous avons établi un réseau solide comptant 30 nouveaux distributeurs. Nous croyons que notre expansion dans ce marché contribuera grandement à la croissance de Gildan au cours de l'exercice 2001.

UN CHIFFRE D'AFFAIRES ET UN BÉNÉFICE SANS PRÉCÉDENT

Par suite de ces initiatives, notre chiffre d'affaires pour l'exercice 2000 a atteint le niveau record de 459 millions de dollars, ce qui représente un gain de 37 % par rapport à l'exercice précédent.

Tout en tirant parti de la notoriété de notre marque pour augmenter notre chiffre d'affaires, nous avons capitalisé sur les structures existantes (fabrication, service des ventes, distribution et services administratifs) afin que nos bénéfices croissent plus rapidement que nos ventes. Exclusion faite des frais pour remboursement anticipé de la dette à long terme, le BAIIA a atteint le niveau sans précédent de 82,7 millions de dollars, en hausse de 70 % par rapport à l'exercice 1999, et le bénéfice net, le niveau record de 56,2 millions de dollars, ce qui est plus du double du résultat obtenu à l'exercice précédent. Le BPA a culminé à 3,84 \$ en fonction d'un nombre moyen de 14,8 millions d'actions en circulation, après dilution, contre 2,03 \$ à l'exercice précédent en fonction d'un nombre moyen de 12,3 millions d'actions en circulation. Le taux de rendement des capitaux propres a quant à lui dépassé les 30 %.

UN EXCELLENT BILAN ET UNE SOLIDITÉ FINANCIÈRE

Certes, nous prenons appui sur nos antécédents de croissance exceptionnelle au titre du bénéfice, mais notre bilan est maintenant l'un des plus sains de l'industrie du textile et du vêtement en Amérique du Nord. Par suite du deuxième appel public à l'épargne réalisé en mai 1999, le ratio de la dette totale/total des capitaux investis s'est maintenu à moins de 40 %; il se situait à 32 % à la fin de l'exercice. Le 1^{er} juin 2000, nous avons annoncé la conclusion d'une émission de billets de premier rang d'une valeur de 105 millions de dollars. Nous avons affecté le produit de l'émission au remboursement de la dette de rang inférieur, plus coûteuse, pour réduire le coût du capital, et au remboursement de l'encours de nos crédits bancaires pour augmenter nos possibilités de financement. À la fin de l'exercice, les espèces et les quasi-espèces atteignaient 33,5 millions de dollars, tandis que le crédit bancaire renouvelable de 100 millions de dollars restait entièrement disponible.

En matière de financement, nous croyons essentiel de conserver un bilan et une structure du capital prudents pour faire contrepoids à notre plan d'affaires audacieux et aux efforts que nous déployons pour assurer la croissance de nos ventes. Étant donné les généreux flux de trésorerie liés à notre bénéfice d'exploitation et la croissance marquée de notre BAIIA, nous avons dégagé suffisamment de liquidités au cours de l'exercice 2000 pour financer à l'interne nos exigences de fonds de roulement et la plus grande partie de notre programme de dépenses en immobilisations, qui doit soutenir la croissance de notre chiffre d'affaires dans l'avenir. Pour l'ensemble de l'exercice, les flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation, compte tenu de l'augmentation du fonds de roulement, ont totalisé 40,3 millions de dollars et les dépenses en immobilisations, 46,7 millions de dollars.

UNE CAPACITÉ DE PRODUCTION ACCRUE

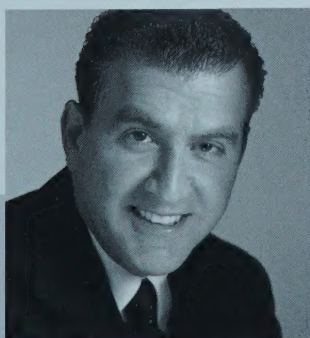
Outre les excellents résultats obtenus par le personnel des ventes et du marketing, il faut souligner les réalisations des équipes des secteurs de l'exploitation et de la fabrication qui ont grandement contribué à notre rendement exceptionnel. Au cours de l'exercice 2000, notre production a atteint 14 millions de douzaines d'articles; elle s'inscrivait à 10 millions de douzaines à l'exercice précédent, et nous sommes en mesure de produire 20 millions de douzaines à l'exercice 2001. De plus, peu après la clôture de l'exercice 2000, nous avons annoncé divers plans pour accroître davantage notre capacité, de manière à produire annuellement 30 millions de douzaines d'articles. La capacité de production que nous ajoutons a pour but de nous garantir les coûts unitaires les plus bas, ce qui reflète notre engagement à n'utiliser que la technologie la plus avancée pour assurer notre croissance. Notre but est de renforcer constamment notre position de producteur à faible coût de vêtements de base pour la famille, sur tous les marchés que nous desservons.

Considérant l'avenir, nous estimons avoir mis en place tous les éléments qui nous permettront d'atteindre nos objectifs de ventes et de bénéfice pour l'exercice 2001, et de franchir la première grande étape dont nous avons fait part à nos actionnaires lorsque Gildan est devenue une société ouverte en 1998, à savoir réaliser un chiffre d'affaires de 1 milliard de dollars, et une marge bénéficiaire nette d'au moins 10 %, d'ici la fin de l'exercice 2003.

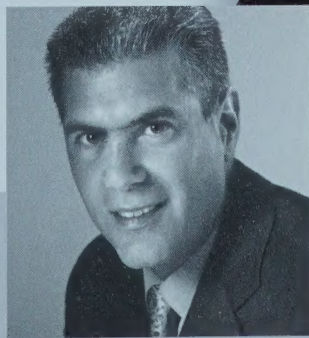
Nous sommes confiants d'atteindre ce but, et de gérer notre croissance de manière exemplaire, grâce à l'équipe de gestion de tout premier ordre que nous avons mise sur pied à chaque échelon de l'entreprise. De nouveaux gestionnaires se sont joints à l'équipe initiale de Gildan; ils sont animés du même esprit d'entreprise, mais jouissent de l'expérience et des compétences acquises dans d'autres sphères d'activité, ce qui permettra à la Société d'accéder à un niveau supérieur de croissance et d'expansion stratégique.

Nous tenons à rendre hommage aux quelque 6 000 employés de Gildan de par le monde, dont le dynamisme, l'engagement et la fierté ont largement contribué à nos résultats. Nous profitons également de l'occasion pour remercier nos distributeurs officiels au Canada, aux États-Unis, en Europe et au Japon, ainsi que nos fournisseurs et autres associés à qui nous devons une partie de notre réussite. Enfin, nous voudrions signaler l'excellent travail des administrateurs externes qui ont su conseiller Gildan et l'aider à devenir une grande société ouverte.

Nous remercions nos actionnaires de leur soutien fidèle. Nous leur réitérons notre engagement à continuer de dégager, au cours des années à venir, un rendement supérieur et un bénéfice accru, grâce aux plans d'affaires que nous mettons actuellement en œuvre dans ce but.



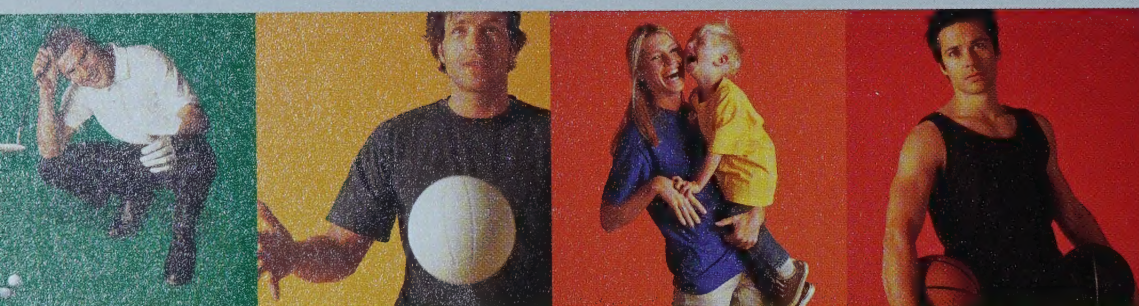
H. Greg Chamandy
Président du conseil et chef de la direction



Glenn J. Chamandy
Président et chef de l'exploitation

GILDAN UTILISE SA MARQUE COMME LEVIER
DANS LE CADRE DU LANCEMENT D'UNE
GAMME COMPLÈTE DE VÊTEMENTS DE SPORT
ET DE SON EXPANSION INTERNATIONALE

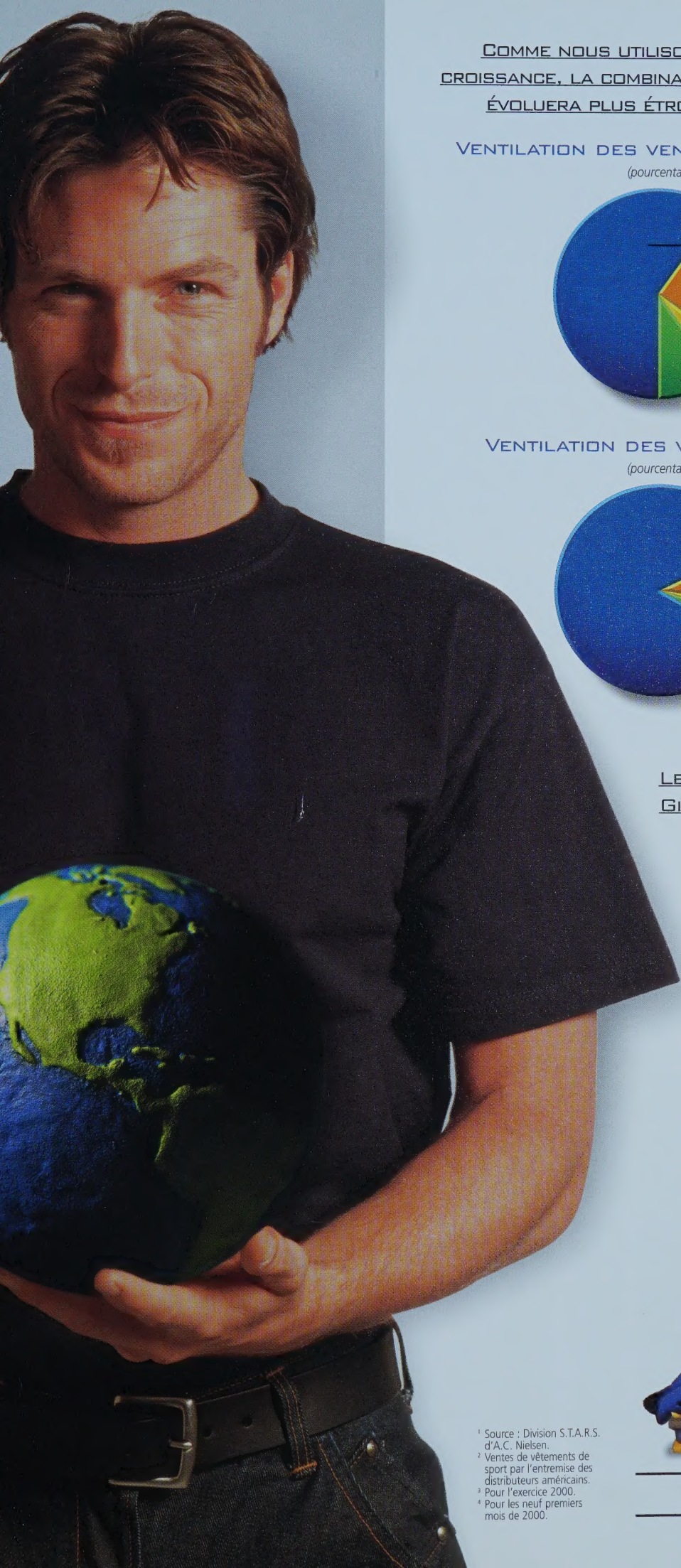
VENTES ET MARKETING



Les ventes de vêtements de sport par l'entremise des distributeurs canadiens et américains demeurent vigoureuses dans tous les créneaux où Gildan est présente. Au cours des neuf premiers mois de 2000, les ventes unitaires réalisées par des distributeurs américains pour les créneaux du T-shirt, du chandail en coton ouaté et du polo de golf ont progressé en moyenne de 8,6 %, comparativement à l'année précédente.¹

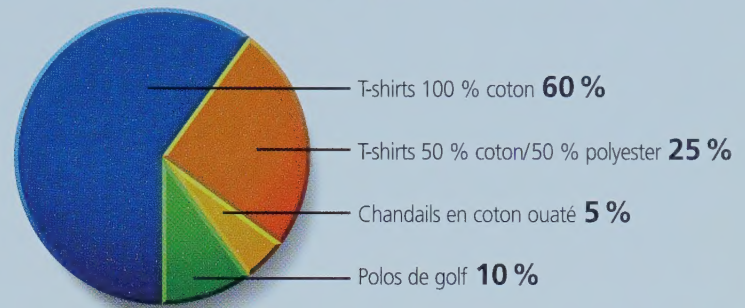
Gildan a établi sa marque au Canada et aux États-Unis avec des T-shirts 100 % coton, qui comptent pour environ 60 % du marché global des ventes unitaires. À la longue, du fait que nous utilisons notre marque comme levier de croissance en introduisant une gamme complète de vêtements de sport, et augmentons sans cesse la part de marché que nous visons dans tous les créneaux, la combinaison optimale des produits de Gildan évoluera plus étroitement avec celle de l'industrie.

Par ailleurs, Gildan utilise également sa marque comme levier de croissance partout dans le monde et a établi un imposant réseau de distributeurs en Europe.



COMME NOUS UTILISONS NOTRE MARQUE COMME LEVIER DE CROISSANCE, LA COMBINAISON OPTIMALE DES PRODUITS DE GILDAN ÉVOLUERA PLUS ÉTROITEMENT AVEC CELLE DE L'INDUSTRIE

VENTILATION DES VENTES DE L'INDUSTRIE PAR PRODUIT^{1,2}
(pourcentage estimatif du total des ventes unitaires)

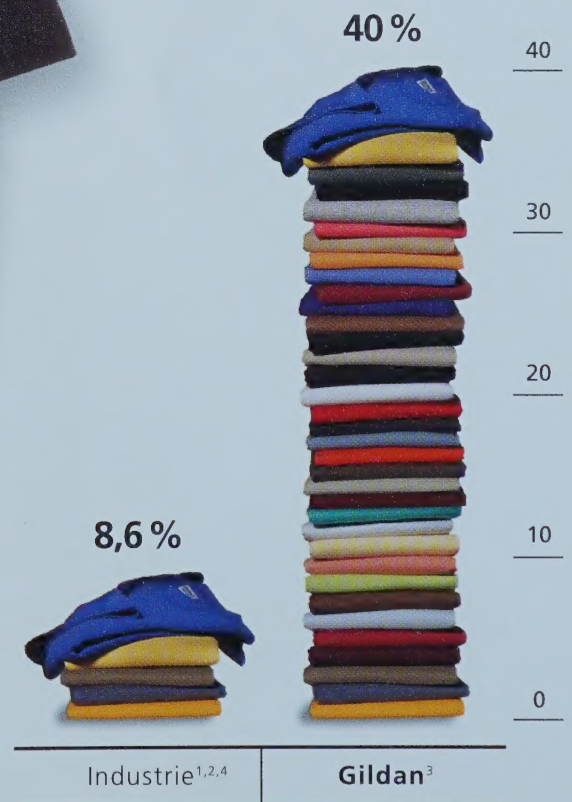


VENTILATION DES VENTES DE GILDAN PAR PRODUIT³
(pourcentage estimatif du total des ventes unitaires)



LE TAUX DE CROISSANCE DES VENTES DE GILDAN DEMEURE NETTEMENT SUPÉRIEUR À CELUI DE L'INDUSTRIE

CROISSANCE COMPARATIVE DE GILDAN ET DE L'INDUSTRIE
(en fonction des ventes unitaires)



¹ Source : Division S.T.A.R.S. d'A.C. Nielsen.

² Ventes de vêtements de sport par l'entremise des distributeurs américains.

³ Pour l'exercice 2000.

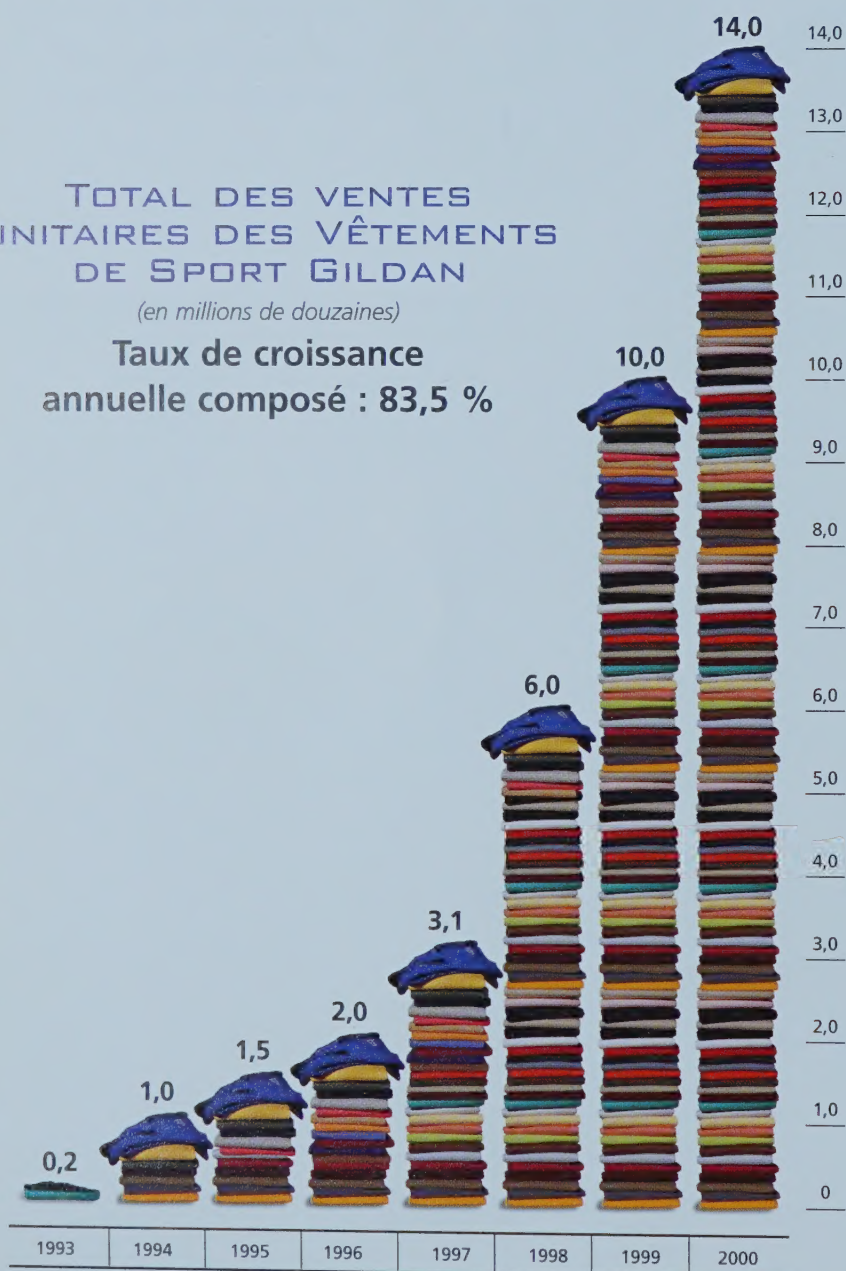
⁴ Pour les neuf premiers mois de 2000.

AU COURS DE L'EXERCICE 2000, NOUS
 AVONS RÉUSSI À METTRE EN PLACE TOUS LES
 ÉLÉMENTS DE NOTRE PLAN D'AFFAIRES DONT
 NOUS FAISONS ÉTAT DANS NOTRE RAPPORT
 ANNUEL DE L'AN DERNIER

TOTAL DES VENTES
 UNITAIRES DES VÊTEMENTS
 DE SPORT GILDAN

(en millions de douzaines)

Taux de croissance
 annuelle composé : 83,5 %



CONTINUER D'ACCROÎTRE NOTRE PART DE MARCHÉ

- Nous avons accru davantage notre part du marché des T-shirts 100 % coton aux États-Unis.
- Nous avons consolidé notre position de premier fabricant de T-shirts 100 % coton au Canada.
- Nous avons rapidement accaparé une part de marché dans les nouvelles gammes de produits lancées au cours de l'exercice 1999, à savoir les T-shirts et polos de golf 50 % coton/50 % polyester.
- Nous avons lancé notre gamme de chandails en coton ouaté 50 % coton/50 % polyester et sommes ainsi devenus un grossiste offrant une gamme complète pour le marché nord-américain du vêtement imprimé.
- Nous avons complété notre réseau de distributeurs officiels Gildan au Canada et aux États-Unis avec l'ajout de trois nouveaux distributeurs régionaux.
- Nous avons mis en œuvre notre système de gestion des stocks par les fournisseurs (VMI) à la grandeur du réseau de distribution nord-américain, ainsi que le module de distribution de notre nouveau système de planification des ressources de l'entreprise (ERP).

APPLIQUER AVEC SUCCÈS, SUR LES MARCHÉS EUROPÉENS, LA STRATÉGIE QUI A FAIT NOTRE RÉUSSITE EN AMÉRIQUE DU NORD

- Notre réseau européen compte maintenant 30 distributeurs répartis dans 13 pays.
- Nous avons établi la présence de notre marque et avons entrepris de multiplier les efforts pour augmenter notre part de marché.



CONTINUER D'INVESTIR DANS DES BIENS DE PRODUCTION DE POINTE

- Nous avons investi 46,7 millions de dollars dans les immobilisations afin d'accroître notre capacité de production et d'abaisser nos coûts.
- Nous avons produit 14 millions de douzaines d'articles en un an, et notre capacité de production atteignait 18 millions de douzaines à la fin de l'exercice grâce à l'agrandissement progressif de nos installations actuelles.
- Nous avons démarré trois nouveaux ateliers de confection maison à Mexico et à la Barbade, et avons continué d'augmenter la capacité de production et la productivité de l'ensemble de nos ateliers de confection maison au Honduras.

www.GildanFinder.com

WWW.



NOUS METTONS EN PLACE L'INFRASTRUCTURE MANUFACTURIÈRE QUI NOUS PERMETTRA D'ATTEINDRE NOTRE OBJECTIF PRÉVU : UN CHIFFRE D'AFFAIRES DE 1 MILLIARD DE DOLLARS D'ICI LA FIN DE 2003

Au cours de l'exercice 2001, nous continuerons d'accroître notre part du marché en tirant avantage de notre marque en Amérique du Nord et en Europe, et en maintenant une progression constante de façon à atteindre notre objectif initial, à savoir réaliser un chiffre d'affaires de 1 milliard de dollars d'ici la fin de l'exercice 2003.

Nous réduirons davantage nos coûts unitaires grâce aux investissements effectués au cours de l'exercice 2000 pour agrandir notre infrastructure manufacturière. Nous continuerons également de tirer parti de nos infrastructures d'administration et de vente actuelles, dont le rôle fondamental est de nous rapprocher de notre objectif : vendre pour 1 milliard de dollars de vêtements de sport.

Par conséquent, nous sommes confiants de relever le défi que nous nous sommes fixé sur le plan des ventes et du bénéfice pour l'exercice 2001. Comptant avec un bénéfice d'exploitation prévisionnel à la hausse, nous visons à dégager des flux de trésorerie suffisants pour combler nos besoins en ce qui a trait au fonds de roulement et aux dépenses en immobilisations qui soutiendront la croissance de notre chiffre d'affaires; nous dégagerons ainsi de nouvelles liquidités et renforcerons davantage notre excellente situation financière.

Enfin, nous avons annoncé que nous passions au stade suivant de nos projets d'expansion, afin d'atteindre la capacité de fabrication et de distribution à faible coût qui nous permettra de doubler le chiffre d'affaires pour les vêtements de sport réalisé à l'exercice 2000.

- Nous tirerons parti de la nouvelle législation américaine relative à la libéralisation des échanges commerciaux avec la mise en branle d'ateliers de tricot en Caroline du Nord et un contrat à forfait à long terme visant l'achat de fils produits aux États-Unis.
- Au Honduras, nous démarrerons une usine de transformation de calibre international où les produits tricotés aux États-Unis seront coupés, blanchis et teints à des coûts peu élevés.
- Nous déménagerons progressivement nos activités de Miami dans un centre de distribution à faible coût ultramoderne en Caroline du Nord, construit spécialement pour nos besoins et doté d'une capacité trois fois supérieure à celle de l'entrepôt actuel.
- D'ici la fin de l'exercice 2001, nous continuerons d'augmenter nos activités de couture à l'interne, de manière à satisfaire à 85 % de nos besoins à cet égard, ce qui nous permettra d'accroître davantage notre marge bénéficiaire et d'assurer une meilleure rotation des stocks.

Une fois réalisés, ces projets nous permettront non seulement de porter notre capacité de production annuelle à 30 millions de douzaines d'articles mais aussi de consolider davantage notre infrastructure manufacturière à faible coût; nous pourrons ainsi continuer d'offrir des articles à des prix de plus en plus avantageux tout en augmentant notre chiffre d'affaires et notre bénéfice.

WWW.GILDAN.COM

Notre site Internet international (au www.gildan.com) contient de l'information à jour sur nos produits, les communiqués de presse, les coordonnées des représentants des distributeurs et la toute dernière initiative en commerce électronique : le suivi des stocks en ligne (au GildanFinder.com).

RÉSULTATS FINANCIERS



221202546545846310
4654468454321.0154

ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Les états financiers consolidés de la Société ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus («PCGR») au Canada. L'information présentée ci-dessous doit être lue à la lumière de ces états financiers consolidés. Certains chiffres des exercices précédents ont été retraités afin d'en permettre la comparaison avec ceux de l'exercice à l'étude.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

<i>En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action et les pourcentages</i>	Exercice terminé le 1^{er} octobre 2 0 0 0	<i>Exercice terminé le 3 octobre 1 9 9 9</i>	<i>Exercice terminé le 4 octobre 1 9 9 8</i>
Chiffre d'affaires	459 208 \$	334 150 \$	215 076 \$
Bénéfice brut	131 017	86 134	50 447
En pourcentage du chiffre d'affaires	28,5 %	25,8 %	23,5 %
Frais de vente et frais généraux et administratifs	48 309	37 328	20 665
En pourcentage du chiffre d'affaires	10,5 %	11,2 %	9,6 %
BAlIA ¹	82 708	48 806	29 782
En pourcentage du chiffre d'affaires	18,0 %	14,6 %	13,8 %
Amortissement	9 380	6 843	4 063
Intérêts	10 233	9 906	5 032
Frais pour remboursement anticipé de dette	2 345	597	819
Bénéfice avant les impôts sur les bénéfices	60 750	31 460	19 868
Impôts sur les bénéfices	6 145	7 262	6 700
Bénéfice net	54 605	24 198	13 168
En pourcentage du chiffre d'affaires	11,9 %	7,2 %	6,1 %
Bénéfice par action ²			
- non dilué	4,05	2,13	1,52 ³
- dilué	3,84	2,03	1,47 ³
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation			
- non dilué	13 881	11 572	9 950 ³
- dilué	14 806	12 315	10 516 ³

1. Bénéfice avant les intérêts, les impôts, l'amortissement et les frais pour remboursement anticipé de dette.

2. Bénéfice par action avant les frais pour remboursement anticipé de dette, déduction faite des impôts.

3. Chiffres pro forma, compte tenu du premier appel public à l'épargne de juin 1998 comme s'il avait été réalisé le premier jour de l'exercice 1998, ce qui aurait entraîné une réduction des intérêts débiteurs de 1,4 million de dollars après impôts.

EXERCICE TERMINÉ LE 1^{er} OCTOBRE 2000 COMPARÉ À L'EXERCICE TERMINÉ LE 3 OCTOBRE 1999

Faits saillants

- Le bénéfice net dilué par action (avant les frais pour remboursement de dette de 0,11 \$ par action) a augmenté de 89 % pour passer de 2,03 \$ à l'exercice 1999 à un niveau sans précédent de 3,84 \$.
- Le rendement des capitaux propres avant les frais pour remboursement anticipé de dette est ressorti à 34,3 %, contre 28,5 % l'an passé.
- En hausse de 37 % par rapport aux 334,2 millions de dollars constatés à l'exercice 1999, le chiffre d'affaires a atteint un niveau record de 459,2 millions de dollars, principalement à la faveur de la croissance soutenue de la Société en Amérique du Nord, attribuable à ses efforts fructueux pour augmenter sa part de marché et au lancement de nouveaux produits, où la marque Gildan sert de levier, dans le marché de la distribution en gros de vêtements de sport imprimés au Canada et aux États-Unis.
- La progression du chiffre d'affaires a également reflété l'entrée de la Société sur le marché européen au deuxième trimestre de l'exercice 2000. La Société a jeté les bases qui lui permettront de réaliser une percée importante sur ce marché au cours de l'exercice 2001.
- Le chiffre d'affaires et la marge brute ayant augmenté, le BAlIA a gagné 70 % pour atteindre 82,7 millions de dollars, ce qui représente 18,0 % du chiffre d'affaires, contre 48,8 millions de dollars, ou 14,6 % du chiffre d'affaires, l'an dernier.
- Avant les frais pour remboursement anticipé de dette, le bénéfice net a plus que doublé, s'inscrivant à 56,2 millions de dollars, ce qui représente 12,2 % du chiffre d'affaires, comparativement à 24,6 millions de dollars, ou 7,4 % du chiffre d'affaires, pour l'exercice précédent, également avant les frais pour refinancement de dette.

- Le taux d'imposition réel est passé de 23,1 % à l'exercice 1999 à 10,1 % à l'exercice 2000, reflétant l'effet, sur l'exercice entier, de la structure fiscale internationale de la Société, qui a été instaurée au troisième trimestre de l'exercice 1999.
- Au cours de l'exercice 2000, les rentrées nettes liées aux activités d'exploitation ont atteint 40,3 millions de dollars, alors qu'à l'exercice 1999, des sorties nettes de 46,3 millions de dollars avaient été inscrites.
- Les dépenses en immobilisations se sont élevées à 46,7 millions de dollars, en regard de 34,6 millions de dollars à l'exercice 1999, en comptant les immobilisations de 9,4 millions de dollars acquises par voie de contrats de location-acquisition.
- Le ratio de l'endettement net au total des capitaux investis s'établissait à 32,4 % à la fin de l'exercice, contre 37,7 % à la clôture de l'exercice 1999.
- La Société a émis pour 104,8 millions de dollars (70 millions de dollars US) de billets de premier rang échéant dans sept ans, assortis d'un taux d'intérêt réel de 8,79 %. Elle a affecté le produit tiré de l'émission au remboursement de la totalité de sa dette de rang inférieur plus coûteuse ainsi que de l'encours total de ses facilités de crédit bancaire renouvelables.
- En fin d'exercice, les espèces et quasi-espèces de la Société s'élevaient à 33,5 millions de dollars. En outre, le plein montant de sa facilité de crédit bancaire de 100 millions de dollars demeurait non utilisé et disponible.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires pour l'exercice 2000 a atteint le niveau sans précédent de 459,2 millions de dollars, en hausse de 37,4 % par rapport aux 334,2 millions de dollars inscrits pour l'exercice précédent, porté par la croissance de la Société au sein de ses marchés actuels au Canada et aux États-Unis, de même que par son entrée sur le marché européen. En Amérique du Nord, le chiffre d'affaires a progressé à la faveur de l'augmentation régulière de la part du marché des T-shirts 100 % coton, des retombées du lancement de nouvelles gammes de produits dont les T-shirts et polos de golf 50 % coton/50 % polyester, et de la croissance soutenue de la demande pour des vêtements de sport, particulièrement par l'entremise du réseau de distribution en gros. En outre, la première percée de la Société sur les marchés européen et asiatique a contribué aux gains enregistrés par son chiffre d'affaires au cours de l'exercice 2000. La Société a établi un réseau de 30 distributeurs répartis dans 13 pays d'Europe et a ainsi jeté les bases qui lui assureront une ouverture appréciable du marché au cours de l'exercice 2001.

Dans l'ensemble, les prix de vente moyens de l'exercice 2000 ont été comparables à ceux de l'exercice 1999.

Bénéfice brut

Le bénéfice brut, qui était de 25,8 % à l'exercice 1999, a atteint 28,5 % à l'exercice 2000, reflétant les retombées favorables des économies supplémentaires réalisées au titre de la fabrication et du recul du coût des matières premières. L'utilisation de son infrastructure de fabrication à faible coût comme levier de croissance, rendue possible grâce à la progression des niveaux de production et de vente, et qui s'est traduite par des économies d'échelle et une contraction des coûts unitaires, a constitué un facteur clé de la stratégie de la Société. La Société a pour principe d'abaisser ses prix de vente pour refléter la réduction de ses coûts et d'accroître davantage sa part de marché tout en maintenant une marge et des rendements financiers appréciables grâce aux prix concurrentiels que la société est en mesure d'offrir.

Frais de vente et frais généraux et administratifs

Au cours de l'exercice 2000, les frais de vente et frais généraux et administratifs ont atteint 48,3 millions de dollars, ou 10,5 % du chiffre d'affaires, contre 37,3 millions de dollars, ou 11,2 % du chiffre d'affaires, au cours de l'exercice précédent. La Société s'attend à ce que ces frais, exprimés en pourcentage du chiffre d'affaires, continuent de diminuer au cours de l'exercice 2001 à la faveur d'une autre hausse du chiffre d'affaires, sans augmentation correspondante au niveau de l'infrastructure. Les frais de vente variables, comme le transport et la publicité conjointe, ont compté pour la plus grande partie de la hausse des coûts en 2000 par rapport à l'exercice 1999. En outre, la société a poursuivi la mise en place de l'infrastructure administrative requise pour soutenir son objectif de croissance, soit un chiffre d'affaires de 1 milliard de dollars d'ici la fin de l'exercice 2003.

Intérêts et impôts sur les bénéfices

À 10,2 millions de dollars, les intérêts débiteurs de l'exercice 2000 ont affiché une légère hausse par rapport aux 9,9 millions de dollars de l'exercice précédent.

Les frais pour remboursement anticipé de dette totalisant 2,3 millions de dollars au cours de l'exercice 2000 représentent la radiation des frais de financement reportés non amortis et des pénalités pour remboursement anticipé associées au remboursement des débiteures non garanties. La Société a également engagé des frais de 0,6 million de dollars en 1999 relativement au refinancement de la dette.

Le taux d'imposition réel est passé de 23,1 % en 1999 à 10,1 % en 2000, reflétant l'incidence sur un exercice entier des avantages découlant de la structure fiscale internationale que la Société a instaurée en avril 1999. La Société ne prévoit aucun changement important dans son taux d'imposition réel au cours de l'exercice 2001.

Bénéfice

Le BAIIA a atteint un niveau sans précédent de 82,7 millions de dollars, ou 18,0 % du chiffre d'affaires, contre 48,8 millions de dollars, soit 14,6 % du chiffre d'affaires, à l'exercice 1999. Le ratio de couverture des intérêts par le BAIIA s'est établi à 8,1 fois en 2000, comparativement à 4,9 fois en 1999. Compte non tenu de l'incidence des frais pour remboursement anticipé de dette, le bénéfice net a plus que doublé pour atteindre 56,2 millions de dollars, ou 12,2 % du chiffre d'affaires, pour l'exercice 2000, en regard de 24,6 millions de dollars, soit 7,4 % du chiffre d'affaires, pour l'exercice 1999, également avant les frais pour remboursement anticipé de dette. Le bénéfice dilué par action, avant les frais pour remboursement anticipé de dette, est ressorti à 3,84 \$, en fonction d'un nombre moyen de 14 805 991 actions en circulation, en hausse de 89 % par rapport aux 2,03 \$ constatés à l'exercice 1999, avant les frais pour remboursement anticipé de dette, en fonction d'un nombre moyen de 12 314 687 actions en circulation.

Éléments d'actif du bilan

Au cours de l'exercice 2000, les débiteurs sont passés à 111,5 millions de dollars, contre 105,3 millions de dollars pour l'exercice 1999, à la faveur d'une poussée du chiffre d'affaires, à laquelle, cependant, la diminution du délai de recouvrement a fait en grande partie contrepoids. Le délai de recouvrement des créances, qui était de 92 jours à la fin de l'exercice 1999, a été ramené à 74 jours à la fin de l'exercice 2000. La valeur des stocks a augmenté de 23 millions de dollars pour s'établir à 121,7 millions de dollars pour l'exercice 2000. Cette augmentation doit permettre à la Société de répondre à la pointe saisonnière de la demande au deuxième trimestre de l'exercice 2001. À la fin de l'exercice 2000, la Société avait en stock l'équivalent de 113 jours de produits finis, ce qui est comparable au niveau constaté à la clôture de l'exercice 1999.

Au cours de l'exercice 2000, la Société a investi 46,7 millions de dollars dans les immobilisations, principalement pour agrandir ses installations de textile et de couture ainsi que pour un nouveau centre de distribution aux États-Unis. À la fin de l'exercice 2000, la Société était en mesure de produire 18 millions de douzaines d'articles. Le 7 décembre 2000, soit après la clôture de son exercice, la Société a annoncé un plan global visant à porter sa capacité de production à 30 millions de douzaines d'ici la fin de 2003. Elle a indiqué que ses dépenses en immobilisations annuelles seraient du même ordre que les dépenses réelles engagées au cours de l'exercice 2000. Durant l'exercice 1999, la Société a dépensé 34,6 millions de dollars pour des ajouts aux immobilisations, y compris 9,4 millions de dollars en éléments d'actif acquis dans le cadre de contrats de location-acquisition.

À la fin de l'exercice 2000, l'actif totalisait 394,3 millions de dollars, en hausse de 37,6 % par rapport aux 286,6 millions de dollars inscrits à la fin de l'exercice 1999. Le fonds de roulement s'établissait à 199,2 millions de dollars au 1^{er} octobre 2000, en regard de 141,2 millions de dollars au 3 octobre 1999. Le ratio de liquidité générale constaté au 1^{er} octobre 2000 s'est amélioré, atteignant 3,8:1, contre 3,2:1 à la fin de l'exercice 1999.

Financement et situation financière

La progression de l'actif au cours de l'exercice 2000 a été financée principalement par les flux de trésorerie liés au bénéfice d'exploitation de la Société.

Les rentrées nettes liées aux activités d'exploitation se sont chiffrées à 40,3 millions de dollars pour l'exercice 2000, alors que la Société avait inscrit des sorties nettes liées aux activités d'exploitation de 46,3 millions de dollars pour l'exercice 1999. Cette amélioration est le fruit de la progression du bénéfice d'exploitation et de la diminution des exigences de fonds de roulement au cours de l'exercice 2000, comparativement à l'an dernier. Le bénéfice net avant l'amortissement et les autres postes hors caisse est ressorti à 63,8 millions de dollars pour l'exercice 2000, en regard de 31,2 millions de dollars pour l'exercice précédent. La variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement au cours de l'exercice 2000 s'explique par des sorties de fonds de 23,5 millions de dollars, comparativement à 77,5 millions de dollars au cours de l'exercice 1999. Les flux de trésorerie utilisés aux fins des activités d'exploitation et d'investissement ont totalisés 9,2 millions de dollars au cours de l'exercice 2000 comparativement à 75,2 millions de dollars pour l'exercice 1999.

En juin 2000, la Société a réalisé un placement privé, d'une valeur de 104,8 millions de dollars (70,0 millions de dollars US), de billets de premier rang échéant dans sept ans, assortis d'une durée de vie moyenne de 5,5 ans et d'un taux d'intérêt réel de 8,79 %. La Société a utilisé le produit tiré de l'émission des billets pour rembourser les 45,0 millions de dollars de débentures non garanties, assorties d'un taux d'intérêt variant entre 11 % et 13 %, et pour rembourser l'encours total de la dette aux termes de la facilité de crédit bancaire renouvelable. La dette liée aux contrats de location-acquisition et les autres dettes garanties s'élevaient à 22,3 millions de dollars au 1^{er} octobre 2000, contre 39,4 millions de dollars à la fin de l'exercice précédent. Au 1^{er} octobre 2000, la dette totalisait 127,9 millions de dollars. Les espèces et les quasi-espèces s'élevaient à 33,5 millions de dollars, résultant en un endettement net de 94,4 millions de dollars. Outre les espèces et les quasi-espèces, la facilité de crédit bancaire renouvelable de 100 millions de dollars de la Société n'avait pas servi et demeurait disponible.

Selon la direction, les flux de trésorerie liés au bénéfice d'exploitation, de concert avec la facilité bancaire non utilisée, suffiront à répondre aux besoins saisonniers de liquidités au cours de l'exercice 2001. La Société prévoit également dégager des rentrées nettes de ses activités d'exploitation et d'investissement pour la totalité de l'exercice 2001.

L'avoir des actionnaires s'est apprécié de 56,4 millions de dollars pour atteindre 197,1 millions de dollars au cours de l'exercice 2000. Le ratio du total de la dette au total des capitaux investis de la Société s'est établi à 32,4 % à la fin de l'exercice 2000, contre 37,7 % à la fin de l'exercice précédent.

Le versement des dividendes fait périodiquement l'objet d'un examen par le conseil d'administration. La Société ne compte pas verser de dividendes dans un proche avenir, afin de conserver les liquidités nécessaires au financement de sa croissance et de ses projets d'expansion.

Perspectives et risques

La Société poursuit son plan d'affaires afin de continuer d'augmenter son chiffre d'affaires et son bénéfice au cours de l'exercice 2001. La direction croit que ce plan est réalisable, même si les conditions du marché changent et que la concurrence s'intensifie. Elle considère la Société comme un producteur à faible coût qui, à ce titre, saura tirer son épingle du jeu dans un climat de vive concurrence des prix.

Il est indispensable pour la Société qu'elle demeure au fait de l'évolution de la conjoncture internationale et des divers risques pouvant menacer ses marchés et sa capacité concurrentielle, et qu'elle puisse y faire face avec brio. Les changements dans le commerce et les conventions fiscales à l'échelle internationale ainsi que les fluctuations des taux de change et des prix des marchandises sont autant de facteurs de risque contre lesquels la Société doit se prémunir. À l'heure actuelle, toutefois, la Société n'entrevoit aucun événement dont elle ne puisse atténuer suffisamment les effets ou qui soit de nature à assombrir de façon importante les perspectives de réalisation de son plan d'affaires.

Le 7 décembre 2000, la Société a annoncé un plan visant à augmenter davantage sa capacité de production. De l'avis de la direction, ce plan permettra d'obtenir la capacité suffisante pour réaliser un chiffre d'affaires de 1 milliard de dollars, tout en renforçant davantage la position de producteur à faible coût de Gildan au sein de son secteur. La Société a également indiqué que, conformément à son plan, elle serait en mesure de capitaliser sur la législation américaine sur le commerce récemment adoptée et de desservir l'ensemble de ses marchés géographiques en franchise de droits et hors quotas. En même temps, elle maintiendra les dépenses en immobilisations nécessaires au soutien de son expansion à un niveau comparable à celui de l'exercice 2000.

EXERCICE TERMINÉ LE 3 OCTOBRE 1999 COMPARÉ À L'EXERCICE TERMINÉ LE 4 OCTOBRE 1998

Le chiffre d'affaires de l'exercice 1999 a augmenté de 55,4 % pour s'établir à 334,2 millions de dollars, contre 215,1 millions de dollars pour l'exercice 1998. Ce gain est principalement attribuable à l'augmentation de la part du marché qu'occupent les T-shirts 100 % coton et à la croissance vigoureuse et soutenue du marché. La Société a accaparé la deuxième part du marché en importance pour ce qui est des T-shirts 100 % coton et elle a entrepris d'appliquer une stratégie qui capitalise sur la renommée de sa marque en pénétrant d'autres créneaux connexes au cours de l'année. Le bénéfice brut a atteint 25,8 %, contre 23,5 % en 1998, surtout grâce aux économies liées au volume de production. La Société a maintenu un taux élevé de réinvestissement du capital, consolidant ainsi sa position de producteur à faible coût au sein de son secteur. Les frais de vente et frais généraux et administratifs ont augmenté de 80,6 % pour se chiffrer à 37,3 millions de dollars en 1999. Cette progression reflétait l'augmentation du volume de ventes et l'élargissement de l'infrastructure nécessaire au soutien de l'expansion des activités de la Société sur le plan de la taille, de l'envergure et de la complexité. Les frais de vente et frais généraux et administratifs représentaient 11,2 % du chiffre d'affaires, comparativement à 9,6 % pour l'exercice 1998. Le BAIIA s'est établi à 48,8 millions de dollars pour l'exercice 1999, ou 14,6 % du chiffre d'affaires, contre 29,8 millions de dollars pour l'exercice 1998, soit 13,8 % du chiffre d'affaires. Le bénéfice net avant les frais pour remboursement anticipé de dette s'est accru de 62,9 % pour s'établir à 24,6 millions de dollars, ou 7,4 % du chiffre d'affaires, contre un bénéfice net pro forma de 15,1 millions de dollars, soit 7,0 % du chiffre d'affaires. Enfin, le bénéfice net dilué par action, avant les frais pour remboursement anticipé de dette, s'est élevé à 2,03 \$, en fonction d'un nombre moyen de 12 314 687 actions en circulation. Le bénéfice dilué par action a progressé de 38 % comparativement au bénéfice net pro forma par action, avant les frais pour remboursement anticipé de dette de 0,05 \$ par action, de 1,47 \$ l'action pour l'exercice précédent.

VÊTEMENTS DE SPORT

GILDAN

ACTIVEWEAR

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

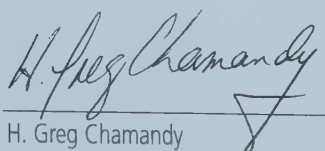
Les états financiers consolidés ci-joints ainsi que l'information présentée dans ce rapport annuel ont été dressés par la direction et approuvés par le conseil d'administration de la Société. Les états financiers consolidés ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada et, le cas échéant, reflètent les estimations et jugements de la direction. Celle-ci est responsable de l'exactitude, de l'intégralité et de l'objectivité des états financiers consolidés, dans les limites raisonnables de leur importance relative, ainsi que de la cohérence des données financières présentées dans le texte du rapport annuel et dans les états financiers consolidés.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la Société maintient un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés, que seules les opérations valides et autorisées sont effectuées et que l'information financière est produite correctement, de manière exhaustive et en temps opportun.


Le comité de vérification de la Société est nommé annuellement par le conseil d'administration et se compose d'administrateurs qui ne sont pas membres de la direction. Les membres du comité de vérification rencontrent les membres de la direction ainsi que les vérificateurs externes afin de s'assurer que la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière, d'examiner les états financiers consolidés ainsi que le rapport des vérificateurs externes. Le comité de vérification soumet son rapport au conseil d'administration et recommande l'approbation des états financiers consolidés destinés aux actionnaires. Les vérificateurs externes peuvent, sans aucune restriction, rencontrer les membres du comité de vérification représentant le conseil d'administration.

Les états financiers consolidés ont été vérifiés par les vérificateurs externes KPMG s.r.l., comptables agréés, pour le compte des actionnaires, selon les normes de vérification généralement reconnues. Leur rapport expose la nature de leur vérification et comporte l'expression de leur opinion sur les états financiers consolidés de la Société.

Le président du conseil et
chef de la direction,


H. Greg Chamandy

Le premier vice-président, finances
et chef des services financiers,


Laurence G. Sellyn

Le 1^{er} décembre 2000

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS AUX ACTIONNAIRES

Nous avons vérifié les bilans consolidés de Les Vêtements de Sport Gildan inc. au 1^{er} octobre 2000 et au 3 octobre 1999 et les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie des exercices terminés les 1^{er} octobre 2000, 3 octobre 1999 et 4 octobre 1998. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada. De plus, notre vérification du bilan consolidé au 1^{er} octobre 2000 et des états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date a été effectuée selon les normes de vérification généralement reconnues aux États-Unis. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la société au 1^{er} octobre 2000 et au 3 octobre 1999, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés les 1^{er} octobre 2000, 3 octobre 1999 et 4 octobre 1998 selon les principes comptables généralement reconnus au Canada.

Comptables agréés

KPMG s.r.l.

Montréal, Canada

Le 1^{er} décembre 2000

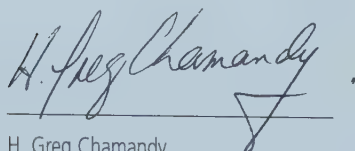
BILANS CONSOLIDÉS

(en dollars canadiens)
1^{er} octobre 2000 et 3 octobre 1999

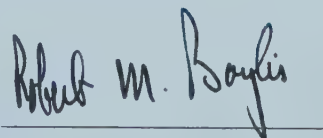
	2000	1999
Actif		
Actif à court terme :		
Espèces et quasi-espèces	33 492 381 \$	– \$
Débiteurs	111 468 295	105 260 414
Stocks	121 714 826	98 678 377
Charges payées d'avance et acomptes	3 994 336	1 958 543
	270 669 838	205 897 334
Immobilisations (note 2)	109 709 510	69 943 957
Autres éléments d'actif (note 3)	13 928 236	10 767 063
	394 307 584 \$	286 608 354 \$
Passif et avoir des actionnaires		
Passif à court terme :		
Créditeurs et charges à payer	58 866 796 \$	52 620 860 \$
Impôts sur les bénéfices à payer	5 299 406	5 164 398
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an (note 4)	7 313 127	6 874 091
	71 479 329	64 659 349
Dette à long terme (note 4)	120 627 718	78 284 396
Impôts futurs (note 8)	5 150 000	3 010 000
Avoir des actionnaires :		
Capital-actions (note 5)	99 374 911	97 584 122
Surplus d'apport	322 866	322 866
Bénéfices non répartis	97 352 760	42 747 621
	197 050 537	140 654 609
Engagements (note 7)		
Événement postérieur à la date du bilan (note 14)		
	394 307 584 \$	286 608 354 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

Au nom du conseil :



H. Greg Chamandy
Administrateur



Robert M. Baylis
Administrateur

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

(en dollars canadiens)
Exercices terminés les 1^{er} octobre 2000, 3 octobre 1999 et 4 octobre 1998

	2000	1999	1998
Chiffre d'affaires	459 208 329 \$	334 150 234 \$	215 075 919 \$
Coût des produits vendus	328 191 271	248 016 114	164 628 698
Bénéfice brut	131 017 058	86 134 120	50 447 221
Frais de vente et frais généraux et administratifs	48 309 004	37 328 242	20 664 911
Bénéfice avant les intérêts, les impôts sur les bénéfices et l'amortissement	82 708 054	48 805 878	29 782 310
Amortissement	9 380 214	6 842 578	4 062 850
Intérêts (note 4)	10 233 019	9 905 578	5 032 039
Frais pour remboursement anticipé de dette (note 4)	2 344 682	597 292	819 131
	21 957 915	17 345 448	9 914 020
Bénéfice avant les impôts sur les bénéfices	60 750 139	31 460 430	19 868 290
Impôts sur les bénéfices (note 8) :			
Exigibles	4 005 000	6 392 000	4 771 000
Futurs	2 140 000	870 000	1 929 000
	6 145 000	7 262 000	6 700 000
Bénéfice net	54 605 139 \$	24 198 430 \$	13 168 290 \$

Bénéfice par action (note 9)

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS

(en dollars canadiens)
Exercices terminés les 1^{er} octobre 2000, 3 octobre 1999 et 4 octobre 1998

	2000	1999	1998
Bénéfices non répartis au début de l'exercice	42 747 621 \$	18 549 191 \$	8 380 901 \$
Bénéfice net	54 605 139	24 198 430	13 168 290
Dividendes	—	—	(500 000)
Coût de rachat d'une option d'achat d'actions (note 5 a))	—	—	(2 500 000)
Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice	97 352 760 \$	42 747 621 \$	18 549 191 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en dollars canadiens)

Exercices terminés les 1^{er} octobre 2000, 3 octobre 1999 et 4 octobre 1998

	2000	1999	1998
Espèces et quasi-espèces au début de l'exercice	– \$	– \$	– \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation :			
Bénéfice net	54 605 139	24 198 430	13 168 290
Rajustements pour tenir compte des éléments suivants :			
Amortissement	9 380 214	6 930 134	4 109 341
Impôts futurs	2 140 000	870 000	1 929 000
(Gain) perte à la cession d'immobilisations	(66 373)	66 539	(380 783)
(Gain) perte de change	(2 299 110)	(897 192)	1 280 597
Variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement :			
Débiteurs	(4 250 638)	(50 576 407)	(24 141 413)
Stocks	(23 036 446)	(38 171 947)	(40 215 293)
Charges payées d'avance et acomptes	(1 637 740)	35 528	(801 045)
Créditeurs et charges à payer	5 334 171	8 631 856	25 685 929
Impôts sur les bénéfices à payer	114 024	2 593 975	2 109 821
	40 283 241	(46 319 084)	(17 255 556)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement :			
(Diminution) augmentation de la dette bancaire à court terme	–	(32 562 039)	17 482 049
(Diminution) augmentation de l'emprunt bancaire renouvelable	(10 340 350)	10 340 350	–
Augmentation d'autres composantes de la dette à long terme	104 839 000	43 953 953	12 478 189
Remboursement d'autres composantes de la dette à long terme	(46 935 717)	(3 070 194)	(8 298 980)
Remboursement de contrats de location-acquisition	(4 934 576)	(3 489 302)	(2 039 134)
Émission d'actions ordinaires, montant net	1 790 789	61 340 977	25 920 017
Rachat d'une option d'achat d'actions	–	–	(2 500 000)
Augmentation des charges reportées	(1 935 983)	(1 733 394)	(365 440)
Autres	–	–	(600 000)
	42 483 163	74 780 351	42 076 701
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement :			
Diminution (augmentation) des prêts, montant net	150 000	(549 635)	(370 365)
Acquisition d'immobilisations, déduction faite des cessions	(46 736 851)	(25 267 299)	(20 005 216)
Augmentation des avances consenties à la société mère	(452 004)	(2 052 312)	(1 110 412)
Augmentation des autres éléments d'actif	(2 483 359)	(964 069)	(2 016 461)
	(49 522 214)	(28 833 315)	(23 502 454)
Incidence des variations du taux de change sur les espèces et quasi-espèces	248 191	372 048	(1 318 691)
Espèces et quasi-espèces à la fin de l'exercice	33 492 381 \$	– \$	– \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en dollars canadiens)

Exercices terminés les 1^{er} octobre 2000, 3 octobre 1999 et 4 octobre 1998

Les Vêtements de Sport Gildan inc. (la « société ») a été constituée en société en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions* (Canada). La société s'adonne essentiellement à la confection et à la vente de vêtements de sport. L'exercice de la société se termine le premier dimanche qui suit le 28 septembre.

1. Principales conventions comptables

Les états financiers consolidés sont exprimés en dollars canadiens et ils sont dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada.

a) Périmètre de consolidation

Les présents états financiers consolidés comprennent les comptes de la société et ceux de ses filiales. Tous les soldes et opérations intersociétés importants sont exclus de la consolidation.

b) Espèces et quasi-espèces

La société considère que tous les placements liquides dont les échéances sont d'au plus trois mois au moment de leur acquisition sont des quasi-espèces.

c) Stocks

Les stocks sont comptabilisés au prix coûtant (établi selon la méthode de l'épuisement successif) ou à la valeur marchande, selon le moins élevé des deux. La valeur marchande s'entend du coût de remplacement dans le cas des matières premières et de la valeur de réalisation nette dans celui des produits en cours et des produits finis.

d) Immobilisations

Les immobilisations sont inscrites au prix coûtant. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire aux taux annuels suivants :

Actif	Taux
Bâtiments et améliorations	2,5 % à 20 %
Matériel	5 % à 25 %
Matériel détenu aux termes de contrats de location-acquisition	5 % à 25 %

e) Charges reportées

Les coûts liés à l'obtention du financement à long terme sont reportés et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de la dette à laquelle ils se rapportent, durée qui varie de trois à sept ans. Les frais de démarrage d'usine sont reportés et amortis sur deux ans. L'amortissement de ces charges est inclus au poste Amortissement.

f) Recours à des estimations

L'établissement d'états financiers selon les principes comptables généralement reconnus exige de la direction qu'elle fasse des estimations et qu'elle pose des hypothèses qui influent sur la valeur déclarée de l'actif et du passif, sur la présentation de l'actif et du passif éventuels à la date des états financiers et sur la valeur déclarée des produits et des charges pour la période à l'étude. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

g) Opérations de change

L'actif et le passif monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis aux taux de change en vigueur à la date du bilan. Les autres postes du bilan libellés en monnaie étrangère sont convertis aux taux de change en vigueur aux dates des opérations. Les produits et les charges libellés en monnaie étrangère sont convertis aux taux moyens de l'exercice. Les gains ou les pertes de change sont pris en compte dans les états des résultats.

Les filiales étrangères de la société sont considérées comme étant des établissements étrangers intégrés, et leurs comptes ont été convertis selon la méthode temporelle. Les gains et les pertes de change sont inclus dans les états des résultats.

h) Constatation des produits

Les ventes sont constatées au moment de l'expédition des produits. Au moment de la vente, des estimations sont effectuées en fonction des programmes existants à l'égard des escomptes de prix et des rabais accordés aux clients. Les sommes à payer requises pour les nouveaux programmes et qui se rapportaient à des ventes antérieures sont constatées au moment de la mise en application du nouveau programme.

1. Principales conventions comptables (suite)

i) Instruments financiers

La société peut, à l'occasion, recourir à des instruments financiers dérivés, principalement des contrats de change à terme et des accords de crédit croisé et de troc de taux d'intérêt, pour gérer les risques liés aux fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt. Les instruments financiers dérivés ne sont pas utilisés à des fins de négociation. La société conclut des contrats de change à terme dont les échéances n'excèdent pas six mois. Les gains et les pertes découlant des contrats de change à terme sont constatés par imputation aux résultats, et ils contrebalancent en général les pertes ou les gains de change sur les flux de trésorerie en monnaie étrangère, qu'ils sont censés couvrir. Les gains et les pertes sur les accords de troc sont constatés par imputation aux résultats de façon à ce qu'ils correspondent aux variations survenues dans l'élément sous-jacent auquel ils se rapportent.

j) Impôts sur les bénéfices

La société comptabilise ses impôts sur les bénéfices selon la méthode axée sur le bilan, aux termes de laquelle elle doit constater des actifs et des passifs d'impôts futurs, en fonction des taux d'imposition en vigueur, pour tous les écarts temporaires qu'entraîne un écart entre l'assiette fiscale d'un actif ou d'un passif et sa valeur comptable dans les états financiers. Les actifs d'impôts futurs font l'objet d'une évaluation, et si leur réalisation n'est pas considérée comme étant plus probable qu'improbable, une provision pour moins-value est constituée.

k) Régimes d'intéressement au capital

Aucune charge au titre de l'intéressement n'est constatée à l'égard des régimes d'intéressement au capital lorsque des options d'achat d'actions sont émises en faveur des employés. Toute contrepartie versée par les employés lors de la levée des options d'achat d'actions est portée au crédit du capital-actions.

2. Immobilisations

2000			
	Prix coûtant	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Terrains	7 323 758 \$	– \$	7 323 758 \$
Bâtiments et améliorations	25 442 319	2 435 793	23 006 526
Matériel	72 530 089	15 769 001	56 761 088
Matériel détenu aux termes de contrats de location-acquisition	28 756 851	6 138 713	22 618 138
	134 053 017 \$	24 343 507 \$	109 709 510 \$
1999			
	Prix coûtant	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Terrains	1 945 997 \$	– \$	1 945 997 \$
Bâtiments et améliorations	13 341 240	1 908 941	11 432 299
Matériel	42 838 104	11 188 849	31 649 255
Matériel détenu aux termes de contrats de location-acquisition	28 756 851	3 840 445	24 916 406
	86 882 192 \$	16 938 235 \$	69 943 957 \$

En 2000, la dotation aux amortissements s'est élevée à 8 294 238 \$ (5 713 952 \$ en 1999; 3 183 649 \$ en 1998).

Au cours de l'exercice, des immobilisations ont été acquises à un coût totalisant 48 756 527 \$ (33 752 774 \$ en 1999; 24 551 166 \$ en 1998). Aucune de ces immobilisations n'a été acquise par voie de contrats de location-acquisition (9 388 462 \$ en 1999 et 1 556 758 \$ en 1998).

3. Autres éléments d'actif

	2000	1999
Avances à la société mère (notes 10 et 14)	4 217 085 \$	3 765 081 \$
Prêts à des administrateurs et à des dirigeants (note 10)	1 200 000	1 350 000
Charges reportées, déduction faite de l'amortissement cumulé	4 347 693	2 379 690
Frais de location de matériel payés d'avance	1 238 831	863 674
Acomptes	2 613 707	2 192 361
Divers	310 920	216 257
	13 928 236 \$	10 767 063 \$

4. Dette à long terme

	2000	1999
Garantie		
Billets de premier rang (70 000 000 \$ US)	104 993 000 \$	— \$
Obligations découlant des contrats de location-acquisition, portant intérêt à des taux variant de 5,9 % à 12,91 % et échéant à diverses dates jusqu'en 2004	16 229 860	21 164 436
Emprunts hypothécaires et emprunts à terme portant intérêt à des taux variant de 7,58 % à 9,42 %, échéant à diverses dates jusqu'en 2013	6 120 660	7 874 826
Emprunt bancaire renouvelable	—	10 340 350
	127 343 520	39 379 612
Tranche échéant à moins d'un an de la dette garantie	7 131 577	6 692 541
	120 211 943 \$	32 687 071 \$
Non garantie		
Débeture à payer portant intérêt au taux annuel de 11 %, échéant en juin 2003	— \$	15 000 000 \$
Débetures à payer, portant intérêt à des taux annuels variant de 12 % à 13 %, échéant en 2004	—	30 000 000
Emprunts à terme portant intérêt à des taux annuels allant jusqu'à 6 %, échéant à diverses dates jusqu'en 2008	597 325	778 875
	597 325	45 778 875
Tranche échéant à moins d'un an de la dette non garantie	181 550	181 550
	415 775 \$	45 597 325 \$
Total de la dette à long terme garantie et non garantie	120 627 718 \$	78 284 396 \$

4. Dette à long terme (suite)

Les intérêts débiteurs comprennent une somme de 10 008 673 \$ (7 756 666 \$ en 1999; 2 767 468 \$ en 1998) au titre des intérêts sur la dette à long terme.

Au cours de l'exercice 2000, la société a émis des billets de premier rang au montant de 70 000 000 \$ US. Les billets sont remboursables en quatre annuités égales à compter de 2004, ils portent intérêt au taux de 9,51 % sur la première tranche de 55 000 000 \$ US et au taux de 9,88 % sur la tranche résiduelle de 15 000 000 \$ US, et ils sont garantis par les biens corporels et incorporels de la société.

La société a entièrement couvert le risque de change lié aux billets de premier rang en recourant à un accord de crédit croisé aux termes duquel elle a établi que les remboursements des billets de 70 000 000 \$ US étaient de 104 839 000 \$ CA. Tous les versements d'intérêts trimestriels se rapportant à cette dette ont également été convertis en dollars canadiens de façon à produire un taux d'intérêt réel de 8,705 % sur la tranche des 55 000 000 \$ US et de 9,1 % sur la tranche des 15 000 000 \$ US pour la durée de la dette, pour un taux composite de 8,79 %. Les modalités et la durée de l'accord de crédit croisé correspondent à celles de la dette.

La société dispose d'une facilité de crédit à terme renouvelable visant un maximum de 100 000 000 \$, échéant en mai 2002. La facilité est garantie par une hypothèque mobilière de premier rang et une sûreté sur la majorité des comptes clients, des stocks, des actifs incorporels, du matériel et des biens meubles corporels de la société. Il n'y avait aucun solde impayé aux termes de cette facilité au 1^{er} octobre 2000 (10 340 350 \$ en 1999). Le taux d'intérêt réel au 3 octobre 1999 était de 9,25 % sur les emprunts libellés en dollars US et de 6,75 % sur les emprunts libellés en dollars CA aux termes de cette facilité.

Au cours de l'exercice 2000, la société s'est servie du produit de l'émission de ses billets de premier rang pour rembourser ses débetures non garanties ainsi que la totalité de sa dette impayée aux termes de sa facilité de crédit bancaire renouvelable. Une pénalité pour remboursement anticipé et la radiation des frais de financement reportés non amortis afférents à ces emprunts, totalisant 2 344 682 \$, ont été passés en charges à titre de frais pour remboursement anticipé de dette dans les états consolidés des résultats. Des opérations ayant eu lieu en 1999 et en 1998 ont également donné lieu à des pénalités pour remboursement anticipé et à des radiations pour un total de 597 292 \$ et de 819 131 \$, respectivement.

Au 1^{er} octobre 2000, une dette à long terme s'élevant à 1 382 000 \$ (2 187 000 \$ en 1999) était garantie par Harco Holdings Ltd., la société mère.

Les remboursements de capital sur la dette à long terme, exception faite des obligations découlant des contrats de location-acquisition, sont approximativement les suivants :

Exercice	
2001	2 000 303 \$
2002	1 231 551
2003	1 001 615
2004	26 632 766
2005	26 598 250
Par la suite	54 246 500
	111 710 985 \$

Les paiements minimums futurs exigibles au cours des cinq prochains exercices au titre des contrats de location-acquisition sont approximativement les suivants :

Exercice	
2001	6 400 279 \$
2002	5 588 812
2003	4 731 234
2004	1 628 701
2005	—
Total des paiements minimums exigibles en vertu des contrats de location	18 349 026
Moins les intérêts théoriques	2 119 166
	16 229 860 \$

5. Capital-actions

	2000		1999	
	Nombre d'actions	Valeur comptable	Nombre d'actions	Valeur comptable
Autorisé, en nombre illimité et sans valeur nominale :				
Actions privilégiées de premier rang pouvant être émises en série, sans droit de vote				
Actions privilégiées de second rang pouvant être émises en série, sans droit de vote				
Actions à droit de vote subalterne de catégorie A, participatives, un vote par action				
Actions à droit de vote plural de catégorie B, participatives, huit votes par action				
Émis et en circulation :				
Actions à droit de vote subalterne de catégorie A :				
Total en circulation au début de l'exercice	10 797 444	92 500 726 \$	6 903 000	29 374 749 \$
Actions émises aux termes d'un placement privé	—	—	444 444	4 999 995
Actions émises aux termes d'un appel public à l'épargne b)	—	—	3 450 000	58 125 982
Actions émises aux termes de la levée d'options d'achat d'actions	174 032	1 790 789	—	—
Total en circulation à la fin de l'exercice	10 971 476	94 291 515	10 797 444	92 500 726
Actions à droit de vote plural de catégorie B	3 047 000	5 083 396	3 047 000	5 083 396
	14 018 476	99 374 911 \$	13 844 444	97 584 122 \$

- a) Au cours de l'exercice 1998, la société a racheté une option d'achat d'actions qui avait été octroyée à un actionnaire pour la somme de 2 500 000 \$. Le coût de rachat de l'option a été porté en réduction des bénéfices non répartis.
- b) En mai 1999, la société a émis 3 450 000 actions à droit de vote subalterne de catégorie A pour une contrepartie au comptant totale de 62 100 000 \$. Le produit découlant de l'appel public à l'épargne est présenté déduction faite des frais d'émission de 5 759 018 \$, moins les impôts futurs de 1 785 000 \$.
- c) Par suite du premier appel public à l'épargne, 790 672 actions à droit de vote plural de catégorie B et 947 501 actions à droit de vote subalterne de catégorie A demeurent entières et ne peuvent être cédées, grevées d'une hypothèque, données en garantie ni autrement aliénées sans le consentement des commissions de valeurs mobilières du Québec et de l'Ontario ainsi que de la Bourse de Toronto. Le déblocage de ces actions est uniquement fonction du temps écoulé.
- d) Au cours de l'exercice 2000, le conseil d'administration a approuvé la création d'un régime d'achat d'actions à l'intention des employés qui permet aux employés admissibles d'autoriser des retenues à la source pouvant aller jusqu'à 10 % de leur salaire en vue d'acquérir, à partir du capital-actions non émis de la société, des actions à droit de vote subalterne de catégorie A à un prix équivalant à 90 % du cours de l'action alors en vigueur aux termes du régime. Les employés qui acquièrent des actions aux termes du régime doivent les conserver pour au moins un an. La société a réservé 350 000 actions à droit de vote subalterne de catégorie A en vue de leur émission aux termes du régime. Aucune action n'a été émise aux termes du régime durant l'exercice 2000.

6. Régime d'options d'achat d'actions

La société a mis sur pied un régime d'options d'achat d'actions (le « régime ») aux termes duquel elle peut octroyer à ses dirigeants, à d'autres employés clés et à ses administrateurs des options visant l'achat d'actions à droit de vote subalterne de catégorie A au prix alors en vigueur sur le marché. Les options deviennent acquises linéairement sur une période de deux à quatre ans à compter de la date de l'octroi, et elles échoient au plus tard dix ans après cette date. Aux termes du régime, un nombre limité d'actions à droit de vote subalterne de catégorie A peut être réservé en vue de leur émission. Au cours de l'exercice 2000, le nombre d'actions visées par les options est passé de 995 000 à 1 384 444, soit 10 % des actions de participation émises et en circulation à ce moment-là.

6. Régime d'options d'achat d'actions (suite)

Les variations survenues dans les options en circulation se détaillent comme suit :

	Nombre	Prix de levée moyen pondéré
Options en circulation au 4 octobre 1998	633 000	10,29 \$
Octroyées	322 610	14,37
Annulées	69 000	10,29
Options en circulation au 3 octobre 1999	886 610	11,77
Octroyées	136 040	34,12
Levées	174 032	10,29
Annulées	25 000	26,75
Options en circulation au 1 ^{er} octobre 2000	823 618	15,32 \$

Le tableau suivant présente sommairement des renseignements concernant des options d'achat d'actions en circulation et pouvant être levées au 1^{er} octobre 2000 :

Fourchette des prix de levée	Options en circulation			Options pouvant être levées	
	Nombre d'options	Prix de levée moyen pondéré	Durée de vie résiduelle moyenne contractuelle (en années)	Nombre d'options	Prix de levée moyen pondéré
De 10,29 \$ à 11,50 \$	505 968	10,48 \$	7,83	13 968	10,29 \$
De 13,25 \$ à 19,50 \$	206 610	16,19	8,63	—	—
De 28,75 \$ à 40,00 \$	78 750	29,46	9,20	—	—
De 49,80 \$ à 55,80 \$	32 290	51,19	9,67	—	—
	823 618	15,32 \$	8,23	13 968	10,29 \$

7. Engagements

a) Les paiements annuels minimaux exigibles en vertu des contrats de location-exploitation sont approximativement les suivants :

Exercice	
2001	4 312 000 \$
2002	2 331 000
2003	1 570 000
2004	673 000
2005	582 000
Par la suite	117 000
	9 585 000 \$

b) Au 1^{er} octobre 2000, l'encours des obligations découlant des contrats visant l'acquisition d'immobilisations s'élevait à environ 15 300 000 \$ (3 700 000 \$ en 1999).

8. Impôts sur les bénéfices

Le tableau qui suit présente un rapprochement du taux d'imposition prévu par la loi et du taux d'imposition réel :

	2000	1999	1998
Taux d'imposition de base combiné, fédéral et provincial	23 262 000 \$	12 040 000 \$	7 550 000 \$
Augmentation (diminution) des impôts sur les bénéfices imputable aux éléments suivants :			
Crédit d'impôt pour bénéfices de fabrication et de transformation	(686 000)	(1 390 000)	(1 350 000)
Incidence des taux d'imposition différents sur le bénéfice de filiales étrangères	(18 982 000)	(3 935 000)	(73 000)
Écarts permanents et autres	2 551 000	547 000	573 000
	6 145 000 \$	7 262 000 \$	6 700 000 \$

Les impôts futurs reflètent l'incidence nette des écarts temporaires entre la valeur comptable de l'actif et du passif aux fins de la présentation de l'information financière et les montants utilisés aux fins fiscales. Les éléments importants de la situation de la société au titre des impôts futurs sont les suivants :

	2000	1999
Actifs d'impôts futurs :		
Frais d'émission d'actions	1 762 000 \$	2 463 000 \$
Frais de financement reportés et autres	350 000	316 000
Stocks	2 450 000	1 730 000
	4 562 000	4 509 000
Passifs d'impôts futurs :		
Amortissement fiscal en excédent de l'amortissement comptable	9 613 000	7 489 000
Autres	99 000	30 000
	9 712 000	7 519 000
Passifs d'impôts futurs, montant net	5 150 000 \$	3 010 000 \$

9. Bénéfice par action

Le bénéfice par action est calculé en fonction du nombre moyen pondéré d'actions de participation en circulation au cours de l'exercice. Le bénéfice dilué par action est calculé d'après l'hypothèse selon laquelle les options d'achat d'actions ordinaires qui ont un effet de dilution sont levées au début de l'exercice ou à la date d'octroi, si elle survient plus tard, et que les fonds en découlant ont été investis au coût annuel après impôts du financement à court terme de la société.

	2000	1999	1998
Bénéfice par action avant les frais pour remboursement anticipé de la dette, déduction faite des impôts :			
Non dilué	4,05 \$	2,13 \$	1,71 \$
Dilué	3,84	2,03	1,69
Bénéfice par action :			
Non dilué	3,93 \$	2,09 \$	1,65 \$
Dilué	3,73	2,00	1,62
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation :			
Sans dilution	13 881 236	11 571 613	7 998 657
Avec dilution	14 805 991	12 314 687	8 177 303

Les données pro forma sur le bénéfice net et le bénéfice par action présentées pour l'exercice 1998 tiennent compte du premier appel public à l'épargne mené à terme en juin 1998 comme si la clôture de l'opération avait eu lieu le premier jour de l'exercice 1998. Le bénéfice net pro forma reflète l'incidence de baisses des intérêts débiteurs et des frais pour remboursement anticipé de la dette après impôts.

	1998
Bénéfice net pro forma	14 570 290 \$
Bénéfice net pro forma par action	1,46 \$
Nombre d'actions en circulation	9 950 000

Selon les principes comptables généralement reconnus aux États-Unis, aux fins du calcul du bénéfice dilué par action, le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pour la période est déterminé d'après l'hypothèse selon laquelle le produit découlant de la levée des options est utilisé pour racheter des actions ordinaires au cours moyen de l'action pour la période. Aucun redressement n'est apporté au bénéfice net pour tenir compte des intérêts théoriques dans le calcul du bénéfice dilué par action selon les principes comptables généralement reconnus aux États-Unis. Suivant cette méthode et selon le bénéfice net déterminé selon les principes comptables généralement reconnus au Canada, le bénéfice dilué par action et le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires servant au calcul seraient les suivants :

	2000	1999	1998
Bénéfice net dilué par action	3,76 \$	2,03 \$	1,64 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	14 512 884	11 925 468	8 011 718

En décembre 2000, l'Institut Canadien des Comptables Agréés a publié des révisions au chapitre 3500, « Bénéfice par action », de son Manuel. Les nouvelles recommandations préconisent l'adoption de la méthode des actions non émises pour calculer le bénéfice dilué par action, soit la méthode qui est suivie selon les principes comptables généralement reconnus aux États-Unis, comme il est indiqué ci-dessus. La société entend mettre ces recommandations en application à compter du premier trimestre de l'exercice 2001.

10. Opérations entre apparentés

Les prêts consentis à des administrateurs et à des dirigeants (voir la note 3) ne portent pas intérêt et sont remboursables en dix annuités égales et consécutives, à compter du 1^{er} décembre 1999.

Une tranche d'environ 2 210 000 \$ des avances consenties à la société mère (voir la note 3) porte intérêt à un taux équivalant au coût marginal d'emprunt de la société, ce qui a donné lieu à un taux d'intérêt réel de 7,3 % (7,7 % en 1999), le solde ne portant pas intérêt. Les avances ne sont assorties d'aucune modalité de remboursement précise. (Voir la note 14, Événement postérieur à la date du bilan.)

La société a effectué les opérations suivantes avec sa société mère ou des sociétés affiliées :

	2000	1999	1998
Loyer	741 938 \$	741 938 \$	545 484 \$
Intérêts créditeurs	137 004	130 531	30 000

La direction est d'avis que le loyer se rapprochait des taux du marché, selon les modalités habituelles, au moment où le bail a été signé. Pour les exercices 2000, 1999 et 1998, la société a versé 194 395 \$, 836 765 \$ et 1 155 019 \$, respectivement, à certains de ses dirigeants et administrateurs externes ou à leur entreprise à titre de rémunération pour leurs services professionnels. Les sommes versées à l'égard des exercices 1999 et 1998 se rapportaient en majeure partie à des frais juridiques engagés dans le cadre de nouvelles activités de financement. La société est d'avis que cette rémunération équivalait à celle qui serait versée dans des conditions normales pour des opérations ayant lieu entre des parties non apparentées.

11. Instruments financiers

a) Gestion du risque de change

La société réalise une part importante de son chiffre d'affaires en dollars US. Ses rentrées de fonds libellées en dollars US constituent une couverture implicite contre les dépenses qu'elle engage dans cette devise. La société a recours également à des contrats de change à terme et des accords de crédit croisé pour couvrir le risque de change lié à ses flux de trésorerie dans le cas des créditeurs, des débiteurs et des fonds libellés en dollars US et en euros. De plus, la société utilise un accord de crédit croisé pour couvrir sa dette à long terme libellée en monnaie étrangère contre les fluctuations des taux de change (voir la note 4).

Les contrats de change à terme et les accords de crédit croisé représentent une obligation d'échange de montants en capital et d'intérêts entre la société et des contreparties. Il existe un risque de crédit dans le cas où des contreparties manquent à leurs obligations. La société atténue ce risque en ne traitant qu'avec des contreparties hautement cotées, soit ordinairement de grandes institutions financières nord-américaines.

Aux 1^{er} octobre 2000 et 3 octobre 1999, il n'y avait aucun contrat de change à terme important en cours.

b) Risque de crédit

Les instruments financiers de la société qui sont exposés à des concentrations de risque de crédit se composent essentiellement des quasi-espèces et des comptes clients.

La société investit ses liquidités disponibles dans des dépôts à court terme auprès de banques à charte canadiennes.

La concentration de risque de crédit à l'égard des comptes clients est restreinte en raison d'une part du processus d'évaluation du crédit de la société et d'autre part, sauf en ce qui concerne deux clients qui représentent environ 30 % du chiffre d'affaires pour l'exercice 2000 (27 % en 1999, 34 % en 1998), de la répartition d'un grand nombre de clients dans de nombreuses régions du Canada, des États-Unis et de l'Europe. La société surveille régulièrement le risque de crédit auquel elle est exposée en rapport avec ces clients en particulier et d'autres par ailleurs, et elle prend des mesures pour atténuer tout risque de perte, y compris la souscription d'une assurance crédit.

Aux fins de l'octroi de crédit, la société se fonde sur une évaluation de la situation financière de chaque client et sur sa capacité de souscrire une assurance crédit pour ce client particulier. Des provisions pour pertes sur créance sont constituées dans les états financiers.

11. Instruments financiers (suite)

c) Renseignements à fournir sur la juste valeur

Des estimations de la juste valeur des instruments financiers sont faites à des moments précis, en fonction de l'information alors disponible au sujet des instruments en cause. Ces estimations étant de nature subjective, il arrive souvent qu'elles ne puissent être faites avec précision.

Selon les estimations de la société, la valeur comptable de ses éléments d'actif et de passif financiers à court terme se rapproche de leur juste valeur aux dates de fin d'exercice en raison de la courte durée de ces instruments. La juste valeur des avances consenties à la société mère n'a pu être déterminée du fait que les avances n'étaient assorties d'aucune date de remboursement précise.

La valeur comptable des autres instruments financiers ne diffère pas de façon importante de leur juste valeur. La méthode de calcul de la juste valeur des autres instruments financiers est décrite ci-dessous.

La juste valeur des prêts consentis à des administrateurs et à des dirigeants a été évaluée selon la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie, en fonction d'un taux d'intérêt équivalant au taux d'intérêt réel de la société au 1^{er} octobre 2000 aux termes de sa facilité de crédit renouvelable à long terme.

La juste valeur de la dette à long terme de la société portant intérêt à des taux fixes a été déterminée en fonction de la valeur des paiements futurs en capital et intérêts, actualisée au moyen des taux d'intérêt que la société peut actuellement obtenir sur le marché pour des instruments financiers identiques ou similaires comportant des échéances identiques. En ce qui a trait à la dette à long terme portant intérêt à des taux variables, la juste valeur est considérée comme se rapprochant de la valeur comptable.

La juste valeur de l'accord de crédit croisé au 1^{er} octobre 2000 s'élevait à 1 291 000 \$ et la valeur comptable, à 154 000 \$. La juste valeur de l'accord se fonde sur les taux en vigueur sur le marché à la date du bilan que la société a obtenu des institutions financières avec lesquelles elle fait affaire, et cette juste valeur représente le montant estimatif que la société recevrait à la date du bilan pour régler le contrat.

d) Risque lié aux taux d'intérêt

Le risque lié aux fluctuations des taux d'intérêt auquel la société est exposée se rapporte à l'utilisation qu'elle fait de sa facilité bancaire qui porte intérêt à des taux variables. Par suite de l'émission des billets de premier rang au cours de l'exercice 2000, dont le produit a servi à rembourser la totalité de la dette bancaire contractée en vertu de l'emprunt bancaire renouvelable, la société n'avait aucune dette portant intérêt à des taux variables qui était impayée au 1^{er} octobre 2000.

12. Informations sectorielles

La société confectionne et vend des vêtements de sport. Elle exerce ses activités dans un seul secteur.

Principaux clients et produits par secteur géographique

Le pourcentage des clients comptant pour plus de 10 % du chiffre d'affaires total est le suivant :

	2000	1999	1998
Société A	19,2 %	18,2 %	26,6 %
Société B	10,4 %	8,4 %	7,4 %

Les ventes sont effectuées auprès de clients situés dans les secteurs géographiques suivants :

	2000	1999	1998
À l'étranger	404 179 507 \$	285 398 801 \$	185 356 182 \$
Au Canada	55 028 822	48 751 433	29 719 737
	459 208 329 \$	334 150 234 \$	215 075 919 \$

12. Informations sectorielles (suite)

Les immobilisations par secteur géographique sont les suivantes :

	2000	1999	1998
Canada	74 529 697 \$	56 311 733 \$	37 452 736 \$
Bassin des Caraïbes et Amérique centrale	16 930 396	10 917 377	2 933 329
États-Unis	15 312 618	2 714 847	1 487 693
Mexique	2 936 799	–	–
	109 709 510 \$	69 943 957 \$	41 873 758 \$

13. Renseignements complémentaires sur les flux de trésorerie

	2000	1999	1998
Sommes versées durant l'exercice pour :			
Les intérêts	9 849 329 \$	9 773 925 \$	5 004 894 \$
Les impôts sur les bénéfices	4 361 531	3 029 736	3 369 212
Composition des espèces et quasi-espèces :			
Soldes d'encaisse en banque	10 992 381 \$	– \$	– \$
Placements à court terme	22 500 000	–	–
	33 492 381 \$	– \$	– \$

14. Événement postérieur à la date du bilan

Après la clôture de l'exercice et dans le cadre d'une restructuration de Harco Holdings Ltd., la société a acquis le bâtiment dans lequel sont situés la principale installation de tricot et les bureaux de l'administration. Le bâtiment a une valeur marchande d'environ 6,8 millions de dollars. Dans le cadre de la contrepartie à verser, la société a pris à sa charge l'hypothèque grevant le bâtiment, qui s'élevait à environ 2,8 millions de dollars au moment de l'opération. Le solde du produit, d'environ 4,0 millions de dollars, a servi à rembourser le montant intégral des avances consenties par la société.

15. Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants ont été reclassés en vue d'en permettre la comparaison avec ceux de l'exercice à l'étude.

Conseil d'administration

H. Greg Chamandy
Président du conseil et
chef de la direction
Les Vêtements de Sport Gildan inc.

Glenn J. Chamandy
Président et chef de l'exploitation
Les Vêtements de Sport Gildan inc.

Edwin B. Tisch
Premier vice-président, fabrication
Les Vêtements de Sport Gildan inc.

Robert M. Baylis¹
Administrateur

William H. Houston III²
Président, World Trade Link

Daniel Laporte^{1, 2, 3}
Vice-président du groupe,
investissements technologiques
Le Fonds de solidarité des travailleurs
du Québec

Norman M. Steinberg^{1, 2, 3}
Associé
Ogilvy Renault

Richard P. Strubel³
Président, chef de l'exploitation et
administrateur
Unext.com

¹ Comité de vérification
² Comité de régie d'entreprise
³ Comité de rémunération

Haute direction

H. Greg Chamandy^{4, 5}
Président du conseil et chef de la direction

Glenn J. Chamandy^{4, 5}
Président et chef de l'exploitation

Edwin B. Tisch^{4, 5}
Premier vice-président, fabrication

Laurence G. Sellyn^{4, 5}
Premier vice-président, finances, et chef des
services financiers

George Sam Yu Sum⁴
Premier vice-président, exploitation

Garry Bell
Vice-président, ventes et marketing

Alain Bérubé
Vice-président, ressources humaines

Danièle Boismenu⁵
Trésorière

Gregg Thomassin⁵
Vice-président, contrôleur corporatif et
secrétaire

François Vinette
Vice-président, technologies de l'information

⁴ Comité exécutif de gestion
⁵ Dirigeants

Les Vêtements de Sport Gildan, S.R.L.

David G. Cherry
Président

Kevin Daugherty
Vice-président, exploitation

Michael Hoffman
Vice-président, ventes et marketing

Graham Sutherland
Vice-président, finances et administration

Renseignements sur la Société

Siège social

Les Vêtements de Sport Gildan inc.
725, Montée de Liesse
Saint-Laurent (Québec)
Canada H4T 1P5
Tél. : (514) 735-2023
www.gildan.com

Agent comptable des registres et agent des transferts

Computershare Investor Services – Canada
Bank of Nova Scotia Trust – États-Unis

Vérificateurs

KPMG s.r.l.

Renseignements aux investisseurs

Tél. : (514) 735-2023
Courriel : investor-info@gildan.com

Assemblée annuelle des actionnaires

Le jeudi 8 février 2001 à 9 h 30
Hôtel Le Ritz-Carlton, Salon Or
1228, rue Sherbrooke Ouest
Montréal (Québec)



Conseil d'administration :

Daniel Laporte Robert M. Baylis Norman M. Steinberg Richard P. Strubel William H. Houston
Edwin B. Tisch H. Greg Chamandy Glenn J. Chamandy

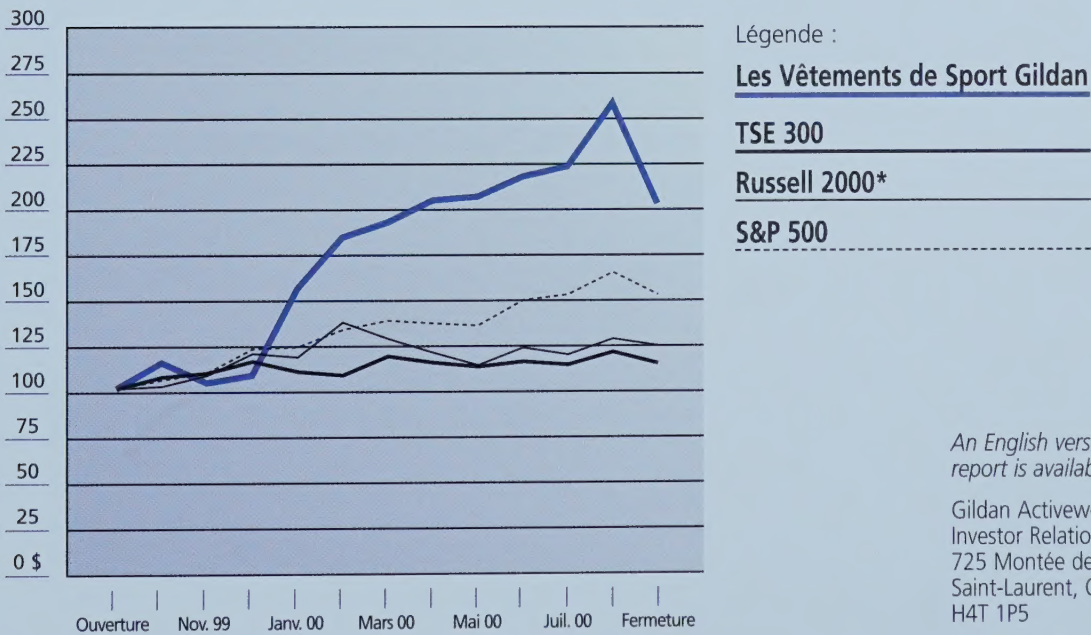
INFORMATION SUR LES ACTIONS

NYSE : GIL
TSE : GIL.A
Actions en circulation au 1^{er} octobre 2000 : 14 018 476

	Ouverture 4 octobre 1999	Haut pour l'année	Bas pour l'année	Clôture 29 septembre 2000	Volume pour l'année
NYSE (\$ US)	16,94 \$	44,81 \$	14,50 \$	33,38 \$	11 114 400
TSE	24,50	66,50	21,50	49,50	5 140 800

RENDEMENT CUMULATIF TOTAL POUR L'EXERCICE 2000
ACTIONS DE CATÉGORIE A DES VÊTEMENTS DE SPORT GILDAN
COMPARATIVEMENT AUX PRINCIPAUX INDICES BOURSIERS
(compte tenu des dividendes réinvestis)

Évolution de 100 \$ investis le 4 octobre 1999



* Frank Russell Company

An English version of this annual report is available upon request to:

Gildan Activewear Inc.
Investor Relations
725 Montée de Liesse
Saint-Laurent, Québec
H4T 1P5

Tel.: (514) 735-2023
investor-info@gildan.com



100 % PUR COTON. 100 % PUR CONFORT.™